

•

:

•

• • • • •

•

• • • • •

•

.....

•

•

•

•

مقدمة:

231

233

233

2

1983

02

15/83

37

3

.⁴ 1999/11/11

10/99

14

J.Boré, la cassation en matière civile, Ed Dalloz, 1997, p 37.

1

2 .

.

.

.

:

:

1989/12/12
"

:

"

" :

10
."

:²

.

:

:

.

.

:

:

:

:

1 .

.

231

" :

:

.1

."

.

.

:

: 1

1999/11/11

10/99

14 13 12 11 10

1983/07/02

15/83

(Acte de pure

administration judiciaire)
(Acte gracieux)

.88 74 1975
.686
.244 ...241 1996

1 .

2 .

: _____

- Carré DE MALBERG, Contribution à la théorie générale de l'état, tome II, librairie du recueil Sirey, 1920, p 693 ... 816

ومما جاء فيه:

« Une décision consistant à dire le droit, n'est un jugement, un acte de fonction juridictionnel qu'autant qu'elle est émise par une autorité érigée organiquement en tribunal et rendue dans la forme juridictionnelle. A défaut de ces éléments, elle ne constitue qu'un acte administratif »

- Pierre DE FONT Reaulx, Les pourvois devant le conseil d'état contre les décisions des autres tribunaux administratifs, librairie du recueil Sirey, 1930, p 42 ... 47.

ومما جاء فيه:

« ... La procédure suivie devant une juridiction n'est pas la cause, mais la conséquence de la force particulière des décisions rendues par cette juridiction. C'est parce qu'un organe est appelé à rendre une décision juridictionnelle que l'on doit suivre devant lui les règles de procédure spéciale »

1 .

2 .

3 .

Léon DUGUIT, Traité de droit constitutionnel, tome II, la théorie générale de l'état, 2^{ème} Ed, Paris, 1923, p 310 .. 319. : 1

:
« Il n'y a d'acte juridictionnel que lorsque l'agent intervient pour résoudre une question de droit.
... Si, en intervenant, il a poursuivi un autre but, si la solution qu'il a donnée à une question de droit est un moyen et non un but, on doit affirmer qu'il n'y a pas d'acte juridictionnel ».

- Raymond Guilen, l'exception de recours parallèle distinction des contentieux, compétence² juridictionnelle et recevabilité en doctrine et jurisprudence administrative, librairie du recueil Sirey, Paris 1934, p 133 – 134.

:
« L'acte juridictionnel se distingue matériellement parlant par le fait qu'il répond exclusivement à une question posée au juge sur le problème de violation de la loi ... voir si la légalité a été ou non violée, telle est la tâche du juge, tel est le contenu de l'acte juridictionnel, Après la réponse de la légalité, intervient un second acte que nous avons appelé la décision consécutive, cet acte a pour objet de réparer la violation de la loi constatée, si bien entendu la réponse à la question n'est pas négative, cet acte ne fait pas partie de l'acte juridictionnel, c'est à nos yeux un acte administratif ...
Réparer une violation de la loi, ce n'est pas constater qu'elle a été violée. »

: : : 3
J.VINCENT et S.GUINCHARD, procédure civile, 25^{ème} Ed . Dalloz, 1999, p 202.

(Contestation)

(Structure)

1

¹ : - د / عبد

1970 .83

1968 .666

/

/

1978 .462

/

1967 .273

- J.VINCENT et S.GUINCHARD, procédure civile, op-cit, p 206 – 207

:

« Si les critères formels sont à eux seuls insuffisants, ils complètent et confirment le résultat de l'analyse menée sur le plan matériel.. La combinaison de critère distincts semblent bien s'imposer ...

le caractère juridictionnel avec l'autorité de la chose jugée qu'il l'accompagne nécessairement ne doit donc être reconnue à un acte que dans la mesure où il réalise la coïncidence entre le point de vue matériel et le point de vue formel. »

.

:

.

1

.

:

(Jugement de donné acte)

.

2

.

.

: 1

.

.

:

-C.Puigelier, la pratique de la cassation en matière sociale, Ed litec, 1996, p 33 ... 42.

.43

: 2

:

- J.BORE, la cassation en matière civile,dalloz –delta,1997 , p 32.

:

1 . "

:

"

.

.

459

2 . "

.

: _____

.

1

610 543

243943	2000/05/23	_____	: ¹
	.112	2001	
103637	1994/04/19		: ²
	.94	2001	

199 198 197

.

172

2

181 179

346

.

1996/03/06

:

"

.

.

3^u.

2001/11/06

1.

:

543 : ¹

« La voie d'appel est ouverte en toutes matières, même gracieuses, contre les jugements de première instance s'il n'en est autrement disposé ».

:

610

« En matière gracieuse, le pourvoi est recevable même en absence d'adversaire ».

176 : ²

.92 1996 131776 1996/03/06 : ³

:

"

172

"

172

2

.

.

:

231

.

définitif

.

.

.226	2	2001	274848	2001/11/06	172	: ¹
				:		: ²
.	"	 "

_____ : _____

.

.

.

1 .

(jugements mixtes)

.

_____ : _____

:

212

"

2 " .

: :¹

.641 640 639 638
.906 ...903 2002

/

1 :²

.

" :

150

1 " .

106

.

2 .

106

:

"

3 " .

231

606

607 606 : 1

607

608

" : 2

. 36 1 1990 34834 1985/03/06 : 3

:

"

" .

1

:

"

.

2 " .

3

4

.

. 55667 1989/12/11

: 1

:

.174 2001

62295 1990/09/24

.2

: 1999/06/08 189349

231 "

" .

.174

13 12

.3

4

J.BORE, la cassation en matière civile, Op.cit, p 62.

.

⋮

.

.

⋮

1 .

.

.

231

" ⋮

"
.

⋮

"

2

.909 908

⋮¹

2 . "

.

5

.

: 1995/03/14

"

1 . "

2

613

235

.

1998 155172 1996/03/20 : 2

.53

. 116791 1995/03/14 : 1

J. Héron, Droit judiciaire privé, 2^{ème} Ed, Editions Montchrestien, Paris, 2002, : 2

:p603

11

•

2

•

•

$$\begin{matrix} & 1 \\ & \cdot \\ & \cdot \end{matrix}$$

2

•

2

/ -

/ -

.

" .
:

"

48 57

20

29/91

04/73

04/90

.

1996/07/09

21/96

:

:

" :
:

.

.

"
.

.

.

1.140

95

¹ .

1.500

27500

:

231

"

.

231

27500

.

1" .

...

.

.

1992

45699

1988/05/23

:¹

.124

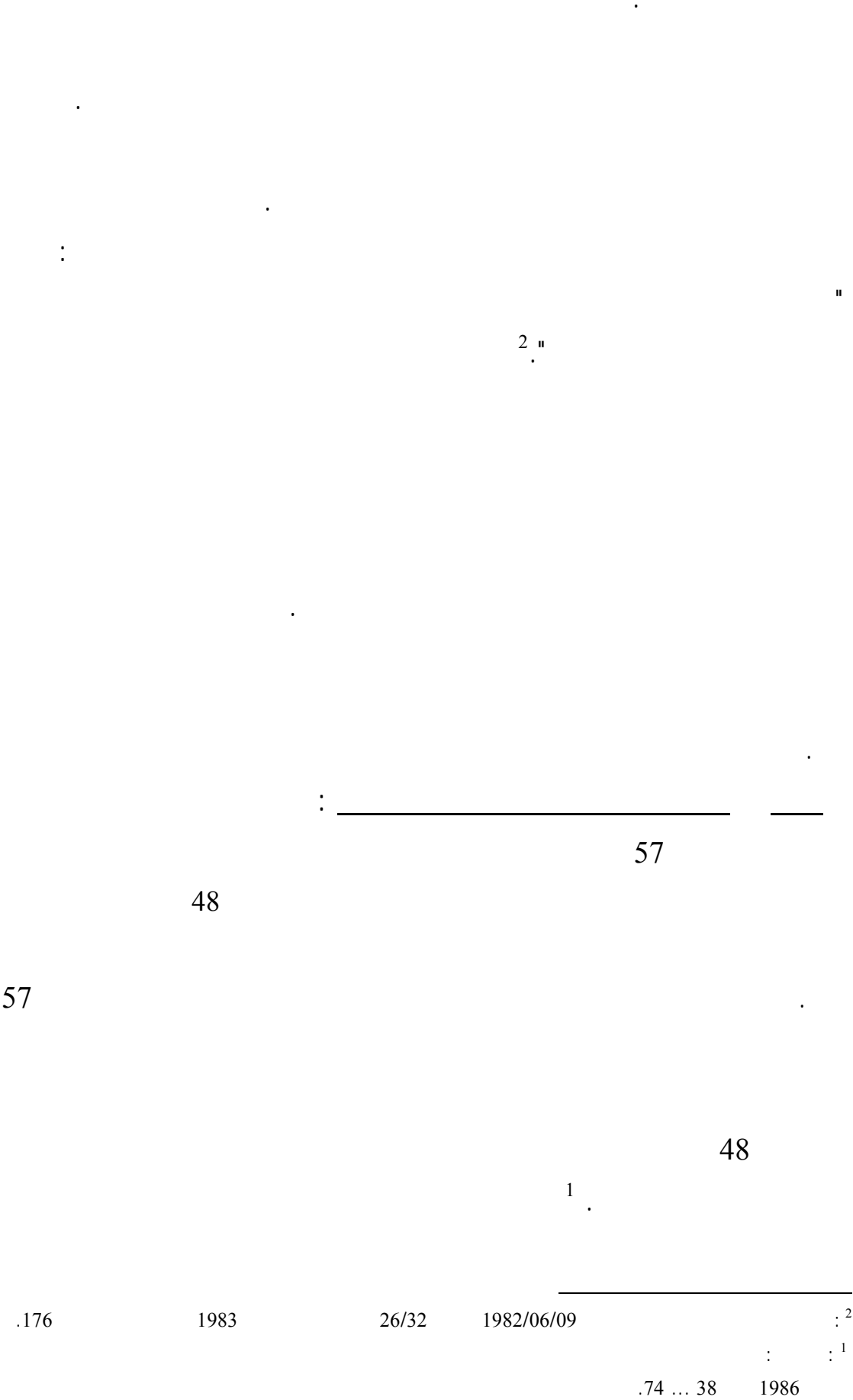
. 53

1998

155172

1996/03/20

:¹



57 48

:

57

"

48

57

54 53

1 "

48

57

48

57

83603

92/07/21

: 1

.135

2001

1993/04/27

57

:

"

57

2 "

57

.

:

.

1990/02/06

04/90

21

" :

:

.

/

"

.

1994

216850

93/04/27

2

.53

:

216850

1999/02/16

.100

2001

1 .

1991/ 10/ 28

:

"

.

04/90

21

/

...

1 " .

91/12/21

29/91

04/73

90/04/21

11/90

" :

04/90

21

/

/

" .

: : 1

96/01/27

1997

.20 ... 15

.91 ... 86

1997

.40 39

1997

116049

95/01/24

1

.173

1997

/

2

1995/11/25

:

29/91

04/73

"

.

. 29/ 91

21

.

04/73

.

...

04/73

¹ ".29/91

21/96

9

04/73

":

1996/07/09

/

.

73

2

.4

.114

1997

257533

97/12/09

: ¹

6

.

"
.

4/73

:

21/96

.

73

.

4/73

2000/10/10

:

21/96

21/96

"

4/73

9

...

:

29/91

.

.29/91

73

73

06

.

. 1"

09

1997

199695

2000/10/10

:¹

.186

2 .

" :

3 "

.

" :

459

"
.

:

_____ : _____

250174

2003 /04/13

: 2

193649

2000/04/11

: 3

1

.

2

3

.

.

:

.

/ : 1

.425

: 2

.108

12

/

.256

/

.34

/

J.BORE, la cassation en matière civile,.Op.cit, p 133.

: 3

:

« Dans la procédure de cassation le demandeur tire sa qualité pour se pourvoir de deux éléments : 1^{er} il doit être titulaire de l'action qu'il exerce, 2^{ème} il doit avoir été partie ou représenté au jugement qu'il attaque ».

....

.

1 .

.

:

"

...

.

.

793

.

.316 ... 311

: :¹
/

1 . "

459

459

:

459

"

459

2 . "

:

()

"

2002

203162

1999/12/07

:¹

. 248

.16

1

1990

40184

1987/07/01

:²

1 . "

.

:

86/03/15

"

2 . "

1986/04/23

.

3 .

.

1 .

.59	1	1992	45810	1988 /04/10	:	1
.86	3	1991	50383	1988 /06/05	:	2
.11			2004	1	:	3
J.Boré – La cassation en matière civile - Op.Cit, p 142 ... 149.					:	1

—

.

.

:

■

2 .

3 .

1 .

.

.88

1968/06/20

: 2
: 3
:

:

Cour de cassation – Arrêt du 16/07/1980 – bulletin civil – 1- n 214 .

J.Boré, la cassation en matière civile, Op.Cit, p 189.

1

2.

3

:

(L'intérêt est la mesure de l'action)

1.

Droit et pratique de la procédure civile, œuvre collective sous la direction de S.GUINCHARD, ²
Op.Cit, p 1272 – 1273.

.22

3

/

/ : 1

459

" :

"
.

2

.

.

:

:



459

.

1

31



|

/

/

.379

.249

/

:²

.

:

|

/

/

379

.

31

:

:¹

2 .

459

_____ : _____

« L'action est ouverte à tous ceux qui ont un intérêt légitime au succès ou au rejet d'une prétention, sous réserve des cas dans lesquels la loi attribue le droit d'agir aux seules personnes qu'elle qualifie pour élever ou combattre une prétention, ou pour défendre un intérêt déterminé ».

: 609 : 2

« Toute partie qui y a intérêt est recevable à se pourvoir en cassation même si la disposition qui lui est défavorable ne profite pas à son adversaire ».

1 .

102

410 409

1 .

103

614

2

1990/09/16

: 1989/10/17 ()

»

.

.

.

: 409 :¹

« L'acquiescement au jugement emporte soumission aux chefs de celui-ci et renonciation aux voies de recours
: 410 ... ».

« L'acquiescement peut-être exprès ou implicite

L'exécution sous réserve d'un jugement non exécutoire vaut acquiescement, hors les cas au celui-ci n'est
permis. »

² جاء في المادة 614 من قانون المرافعات الفرنسي الجديد :

« La recevabilité du pourvoi incident, même provoqué obéit aux règles qui gouvernent celle de l'appel incident,
sous réserve des dispositions de l'article 1010 ».

10.

.

:

.

.

.

:

40

40

.

1996

78644

1991/07/07

: 1

. 107

1 .

2 .

3 .

467

.

.

:

.

.

50

.

" :

42

:¹

"

" :

44

:²

"

87

92

101 100 99

.320 319

| / :³

7

7

1

:

239

"

2 "

3 .

4

5

1 .

" ...

.114

4

1992

87924

1992/07/15

" :

52

: 1

: 2

" :

169

: 3

"

" :

57

: 4

"

"

60

: 5

Gérant

: 1

:

- Philippe Merl, Droit Commercial, société commerciale, 6^{ème} Ed, Dalloz, 1998, p 107, 187, 239.

241 240 239 235

.

.

:

240

239

:

:

1

2 .

"

504

:

974 : ¹

« Le pourvoi en cassation est formé par déclaration au secrétariat au greffe de la cours de cassation ».

.

975 : ²

1 .

.

" :

239

240

"

.

245

245

.

259

.

.

:

2

" :

239

"
.

239

"

" :

505 : ¹

: 973 : ²

« Les parties sont tenues sauf disposition contraire de constituer un avocat au conseil d'état et à la cour de cassation
... »

240

" :

"

245

" :

...

"

...

239

.

233

.

239

.

240

.

1

.

: 1

:

2

:

240

"

.

3 "

.

.

.

-

-

241

:

.

.

.

.

:

:

.768

/

/

.380

1975

.45

1989

33264

1983/06/01

:²

.28

1989

37560

1985/01/09

:³

241

241

...":
241

1 " .

241

241 ":

2 " .

241
:

.127	2001	21653	2000/02/06	: ¹
. 32	1991	56959	1988/10/19	2

11

•

•

•

1 . "

462

•

:

241

• •

:

•

•

•

241

11

•

1993

56651

1988/12/28

$$\begin{matrix} & 1 \\ \cdot & \\ \cdot & \end{matrix}$$

1

.18

.

1 . "

:

"

2 . "

...

241

.

:

241

.

233

.

233

:

194

.94

1989

20308

1968/12/25

1981/02/23

:¹

:²

.145

"

233

1 "

243

.

241

233

:

03/241

"

233

2 "

233

:

"

.

3 "

.26

1989

227433

1982/12/31

: 1

:

.145

1989

20308

1981/02/23

.45

1989

33264

1983/06/01

: 2

.57

1996

162393

1996/12/25

: 3

233

.

:

241

.

:

241

.

.

234

2

.

:

241

"

1 . "

...

:

"

" :

234

:²

."

233

¹ : الم

.128

3

1992

5933

1990/07/16

241

245

		2.000	5.000
265	213	2003	23

1990	54410	1989/09/20	: 1
			.50

.

.

_____ : _____

.

_____ : _____

235

1

2.
.

236

463

.

:

: 1

.

104

: 2

.

"

1 " .

28

31 30 29

:

463

"

.

2 " .

.

⋮

.

235

102

.

1990	50894	1988/10/02	⋮ ¹
			94
			∴
1993	74451	1991/06/18	
			.83
			...» :
.178	1989	22029	1981/05/16 ⋮ ²

235

1.

147

102

235

" ...

" :

102

235

_____ : _____

237

1975/08/05

75/71

29

171

-

: 1

105

1

2

" :

105

: 1

.148 42

532 531

"

: 2

_____ : _____

461

" :

"
.

:

1993/03/06

"

.1993/05/09

.

235

¹ "
.

235

(La Déchéance)

461

.(Obstacle invincible entraînant l'impossibilité absolue d'agir)

¹ .

118195

1995/05/29

_____ : ¹

.

233

:

:

"

.

1

.

2

.

3

.

4

5

.

"

6

.

:

:¹

J.Boré, la cassation en matière civile, Op.Cit, P

:

.

.

.

• _____

233

.

:

_____ : _____

.

1

.

·

:

_____ :

2

·

1

·

:

2

·

« La compétence peut être définie comme la désignation, parmi toutes les juridictions, de celles à qui est donnée - l'aptitude de connaître d'une demande ou plus rarement d'une défense ».

/ :²

.99 1999

87 2000

/ :¹

·

:²

3 .

4

5 .

1 .

2

3

4 .

: _____

93

.

.

.

: 3

: 4

: 5

.

231 : 1

01/98 9 : 2

277 10 : 3

11 4

" :

"
.

:

"

.

.

5 "
.

:

"

.

1981/02/07

01/81

1 "
.

:

"

.

.25 1989

35524 1985/01/09

:⁵

.153 1994

109743 1993/09/27

:¹

106

2.

107

106

107

462 93

•

•

$$\vdots$$

II

1.

93

•

. 182

1989

31432

1983/05/30

$$\vdots 2$$

.98

1990

51730

1988/10/02

.1

$$\vdots$$

.108

1990

54288

1989/02/19

2 .

186 183

:

"

3 "

:

"

1 "

.

:

... .. 3

"

: 2

.207 2002 243626 2001/01/17 : 3

:

.81 1997 127640 1994/11/22
1999 102227 1995/01/30

.133

.135 102416 1993/03/15 :

1989 30985 1981/01/04 : 1

.47

08 08

...

2 " .

:

"

3 " .

:

"

.

07

1 " .

.

1992	68005	1990/07/15	.103	: ²
1989	37724	1985/01/09	.25	: ³
.39	2002	283058	2002/05/25	: ¹
2001	200572	1999/10/12	.205	:
2001	228040	2000/03/14	.182	

.

:

.

2

3 .

.

:

1

.97

/ :²
3

Monique Ban Drac, Droit et pratique de la procédure civile, Dalloz 1997, p 157.

:

974/07/12

73/74

1974/09/17

185/74

:¹

"

" :

2.

1998/02/16 63/98

1997/03/19 11/97

•

•

9 8

8

•

8

$$\begin{matrix} 1 \\ \vdots \end{matrix}$$

9

8

III :

1997/03/19

11/97

$$\begin{array}{c} 2 \\ \cdot \\ \cdot \end{array}$$

11

$$\begin{matrix} & 1 \\ \cdot & \\ \cdot & \end{matrix}$$

8

•

² ...

.

.

⋮ _____

93

462

28

462 93

.

462 93 28

8

9 ⋮ ²

1

2 .

:

"

3 " .

:

"

.

4 " .

8

" :

62

:¹

49

" .

:

93

:²

« En matière gracieuse, le juge peut relever d’office son incompétence territoriale, il ne le peut en matière contentieuse dans les litiges relatifs à l’état de personnes dans le cas où la loi attribue compétence exclusive à une autre juridiction si le défendeur ne comparé pas ».

.99 1990 55818 1989/01/08 :³

.81 1988 45651 988/03/27 :⁴

8

:

8

"

1 " .

2/93

:

8

"

.

.

2 " .

:

:

"

3 " .

:

:

.101	1989	38331	1985/11/04	:	1
.132	2001	216365	2000/01/12	:	2
.99	04 1990	55818	1989/01/08	:	3

”

4 ”
.

.

234

.

:

.

.

.

:

”

.32

1989

28009

1983/01/05

: : 4

56

08

1 "

:

"

2 "

234

8

233

1.

1.

¹ : راجع في هذا الموضوع :

J.Boré, la cassation en matière civile, Op.Cit 104 – 105.

J.Vincent- S.Guichard, Procédure civile, Op.Cit, p 1022.

$$\begin{matrix} \cdot & & \cdot & 1 \\ \vdots & & \vdots & \end{matrix}$$

C.Puigelier, La pratique de la cassation en matière sociale, Op.Cit, p 227 ... 232

2.

:

1

.

: Voie de fait

2

.

:

3

.

:

4

.

:

5

.

:

6

.

:

:

: 2

J.Boré, la cassation en matière civile, Op.Cit 408 ... 417.

·

：

() "

·

·

·

1 " .

：

"

2 " .

：

"

·

1992	79461	1991/06/12	： ¹
			.20
1989	28881	1983/06/27	： ²
			.85

1 " .

:

"

...

2 "

...

:

"

183

3 "

.

:

.

.

1990	33527	1985/03/06	1
			.33
.152	2002	242694	2001/03/14
.260	2002	215868	2001/05/27
			: 3

Forme)

. (substantielle

1
2

20

":

3

114

J.Vincent – S.Guinchard, procédure civile, Op.Cit, p 567.

1

« Par formalité substantielle on entend celle qui donne à l'acte sa nature, ses caractères, qui en constitue sa raison d'être ».

585

/ / :²

.586

: 114 :³

« Aucun acte de procédure ne peut-être déclaré nul pour vice de forme si l'annualité ne l'est pas expressément prévue par la loi, sauf en cas d'inobservation d'une formalité substantielle d'ordre public.

L'annualité ne peut-être prononcée qu'à charge pour l'adversaire qui l'invoque de prouver le grief que lui cause l'irrégularité même lorsqu'il s'agit d'une formalité substantielle ou d'ordre public ».

233 194

462

140

142

1 "

:

"

...

:

"

144 141

2 "

.253	02	2001	198951	2000/10/27	: 1
.159	02	2001	190767	2000/02/15	: 2
				:	
		123	1989	1982/02/27	
		33	1989	1982 / 05 /26	
		112	1990	1989/03/05	144

_____ :

.

:

"

1996/07/12

()

.

.

1 " ...
.

141

:

"

141

2 "
.

:

"

1985/04/17

:

140

_____ :
199 01 2002 219291 2000/09/11 : 1
51 01 1989 32377 1984/07/11 : 2

3 " .

.

:

"

1 " .

.

:

"

.

2 " .

106

:

:

"

...

.

3 " .

.12	02	1990	46192	1988/11/23	: ³
02	2001		190767	2000/02/15	: ¹
					.159
.92	01	1996	131776	1996/03/06	: ²
.143	01	2002	247144	2001/04/03	: ³

:

6.000

"

107

.

1 . "

.

.

233

.

:

:

139

2002

247738

2001/04/03

: 1

.

:

:

:

:

2

1

3

1

:

.

.

.645

.624

: 1

: 2

: 3

:

J.Vincent – S.Guinchard, procédure civile, Op.cit, p 1025 – 1026.

C.Puigelier, La pratique de la cassation en matière sociale, Op.Cit, p199

:

: 1

J.Boré, la cassation en matière civile, Op.Cit, p 483 ... 488

1 .

_____ : _____

211

:

J.BORE – La cassation en matiere civile – op.cit –p488,489.

_____ :¹

”

2 ”
.

.

...

”

818

.

...

1 ”
.

:

”

471

.....

.

2001	252985	2000/11/21	： ²
			.287
2001	218221	2001/10/24	： ¹
			.274

2 . "

:

"

.

3 . "

.

:

2/177

"

.

177

4 . "

:

409

4 3

"

1 . "

:

2002

201999

2001/01/31

: 2

.271

1989

27429

1983/03/30

: 3

.42

2001

260318

2001/11/06

4

.222

1989

26702

1982/11/10

: 1

.127

”

358

...

90

2 ”
.

234

:

”

203

.

203

3 ”
.

.

:

2001

249694

2001/06/10

:²

.157

1989

28766

1983/05/07

:³

.135

144 38

. 233

.

1989/12/12 22/89 6

" ;

" ..

. 135

.

_____ : _____

" " 38
" " 144

1 .

.

1

. 264 _____ : ¹

.2

Absence de motifs : _____

_____ : _____ 1

J.Boré, la cassation en matière civile, Op.Cit, p 455.

J.Vincent – S.Guinchard, procédure civile, Op.Cit, p 1025.

_____ : 2

J.Boré, la cassation en matière civile, Op.Cit, p 459 ... 483.

C.Puiguelier, la pratique de la cassation en matière sociale, Op.Cit, p 205 ... 223.

...

Les motifs dubitatifs et : _____ hypothétiques

1

2

: _____

233

C.Puijelier, la pratique de la cassation en matière civile, Op.Cit, p 222.

:¹

- J.Boré, la cassation en matière civile, Op.Cit, p 468 – 469.
J.Vincent – S.Guinchard, procédure civil, Op.Cit, p 1024 – 1025.

- :²

233

_____ :

”

1 ”

”

2 ”

_____ :¹
.41
: ²
.109

04 1992 43594 1986/09/22
03 1991 54217 1989/11/20

”

()

.

.

1.”

:

”

172

2.”

.

:

:

”

3.”

.85	02	1991	59607	1990/06/03	: 1
02	1997		158076	1997/12/16	: 2
					.135
	2001		245159	2000/06/20	: 3
					.159

:

"

()

1 " .

:

.

"

.

2 " .

...

:

"

3 " .

.

:

"

150

2001

169391

1997/09/30

: 1

.275

210422

1998/11/17

2

.54

2001

1989

35764

1984/09/24

3

143

1. "

·
:

"

·

68

...

2. "

:

"

·

...

·

75

3. "

1991

56268

1989/12/25

:¹

. 58

222655

1999/05/18

:²

.185

2001

:³

189258

1998/04/21

.202

2001

6)

(135) (22/89

(233)

.

233

erreur de droit

.

.

:

233

.

1

3

2

.

.

:

1.

233

.

¹ : المادة 248 من قانون المرافعات المدنية والتجارية الجديد المصري.

² : جاء في المادة 604 من قانون المرافعات الفرنسي :

« Le pourvoi en cassation tend à faire censurer par la cour de cassation la non-conformité du jugement qui l'attaque aux règles de droit ».

³ : راجع في ذلك :

J.Boré, la cassation en matière civile, Op.Cit, p 339 – 400 et 401.

J.Couchez, procédure civil, Op.Cit, p 339.

C.Pijeulier, la pratique de la cassation en matière sociale, Op.Cit, p 193 ... 199.

.433 432 1989

/ : ¹

.

.

:

3

4

.

5

1

.

2

.

3

.

16 11 :²

...

/ :³/ :⁴: ⁵

. 643 1996

.1053

. 37

.872 1999

J-Héron-Droit judiciaire privé – op.cit – p609 .

C.puigelier . la pratique de la cassation en matière sociale op.cit p 195...199.

.J.Vincent . S. guinchard . Procédure civile . op.cit . p 1021 .

ومما جاء فيه

⋮

4 .
5

7 .

6

⋮

1 .

.

⋮

« Il s’agit ici (cas de la violation de la loi) de la fausse interprétation d’un texte ou de la solution erronée d’un point de droit. »

J.Boré, la cassation en matière civile, Op.Cit, p 398 ... 401.

و مما جاء فيه:

« toute règle de droit contient deux termes l’hypothèse de la solution l’erreur sur la solution constitue, soit un refus d’application – si la loi est claire – soit une fausse interprétation – si le sens de la loi prête à controverse -.

L’erreur relative à l’hypothèse constitue une fausse qualification de la situation de fait aboutissant à une fausse application de la loi, qui régit une hypothèse étrangère à cette situation. La violation de la loi peut donc se rencontrer sous trois formes distinctes : le refus d’application et la fausse interprétation ».

.38

⋮⁴

/ ⋮⁵

1054

/ ⋮⁶

J.Boré, la cassation en matière civile, Op.Cit, p 400

⋮⁷

C. Puigelier, la pratique de la cassation en matière civile, Op.Cit, p 135 – 136

⋮¹

.
 .
 :
 " 203
 2" .
 :
 : " 1983/07/02 13/83 6
 .
 3 " ... 9
 :
 " 694 693
 . 694 693
 .

.235	2	2002	252246	2001/ 07/ 10	: 2
.85	2	1996	118623	1995/07/11	: 3

1 . "

.

.

:

"

21/96

4/73

.1996/07/09

/

2 . "

:

492

492

"

...

495

1999

179572

1999/03/17

:¹

.105

2002

213831

2001/03/21

:²

.184

...

.

¹ " ...

492

:

532

"

...

529

.

² "

.

.

: _____

:

:

"

.

1988/04/09

...

1962/12/31

116189

1995/01/24

: ¹

1997

116460

1995/01/24

: ²

.105

1997

1 "

:

"

12

...

572

1970/12/15

07/29

2"
.

:

: _____

:

"

74/75

...

3 "
.

:

: _____

:

:

"

()

. ()

1"
.

76627

1992/10/26

: ¹

. 131 1997

1989

25642

1982/05/08

: ²

125

2001

256008

2001/11/06

: ³

. 214

2001

246924

2000/11/21

: ¹

297

• •

• _____

• _____

$$\vdots$$

• • • ||

•

2. "

• _____

• _____

•

•

11

...

• • •

3. II

• _____

• _____

•

•

•

. 03 1989 29009 1983/01/05 : 2

•

•

89	2000	207978	1999/05/19
----	------	--------	------------

2002 224654 2000/06/07 : 3

. 147

·

1. ” ... 510

·

·

·

2.

·

∴

· 137	1996	129086	1996/03/12	∴ ¹
				∴
		117880	1995/03/14	· 110 1997
				∴ ²
				”
			90 87	

·

”

53	1	1997	187692	1997/12/23
----	---	------	--------	------------

233

213

.

.

· _____ : _____

233 213

:

.

.

.

.

: _____

,¹

.

233 213

.

_____ :¹

»

»

1

233

617

249

618

. 873

/ :¹

617 :²

« LA CONTRARIETE DE JUGEMENTS PEUT ETRE INVOQUEE LORSQUE LA FIN DE NON-RECEVOIR
TIREE DE L'AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE A EN VAIN ETE OPPOSEE DEVANT LES JUGES DU
FOND ;EN CE CAS LE POURVVOI EN CASSATION EST DIRIGE CONTRE LE JUGEMENT SECOND EN
DATE ; LORSQUE LA CONTRARIETE EST CONSTATEE , ELLE SE RESOUD AU PROFIT DU
PREMIER . »

233

213

194

618

1

« La contrariété de jugements peut aussi , par dérogation aux dispositions de l’art 605 ,être invoquée lorsque deux décisions même non rendues en premier ressort sont inconciliables et qu’aucune d’elles n’est susceptible d’un recours ordinaire ; le pourvoi en cassation est alors recevable , même si l’une des décisions avait déjà été frappée ’un pourvoi en cassation et que celui-ci avait été rejeté.

En ce cas le pourvoi peut être formé même après l’expiration du délai prévu à l’art 612 , il doit être dirige contre les deux décisions ;lorsque la contrariété est constatée, la cour de cassation annule l’une des décisions , ou si il y’a lieu les deux . »
2

.

:

213 233

.

.

1

.

,²

617

116

3

4

.

.442

/ :¹

C. Puigelier, la pratique de la cassation en matière civile, Op.Cit, p234 .

:²

. 416 415

/ : 3

.1283

/

:

:⁴

"

"

338

234

. 233

.

:

.

.

1989/01/02

1990/12/11

1987/12/19

:

233

...

"

...

1"

.

"

2"

.

99186

1995/05/02

:¹

. 321

2000

190767

2000/02/15

:²

. 159

•

•

11

...

1.

$$\begin{matrix} & 1 \\ \cdot & \\ \cdot & \end{matrix}$$

111

338

617

112

" .

" :

.

:

338

"

338

1" .

:

1982/06/22

"

338

1979/04/21

.

1979/04/21

1982/06/22

² " ()

233

.

2002

242694

2001/03/14

: ¹

. 152

1989

33120

1984/10/06

: ²

. 153

.

.

.

.

.

.

:

.

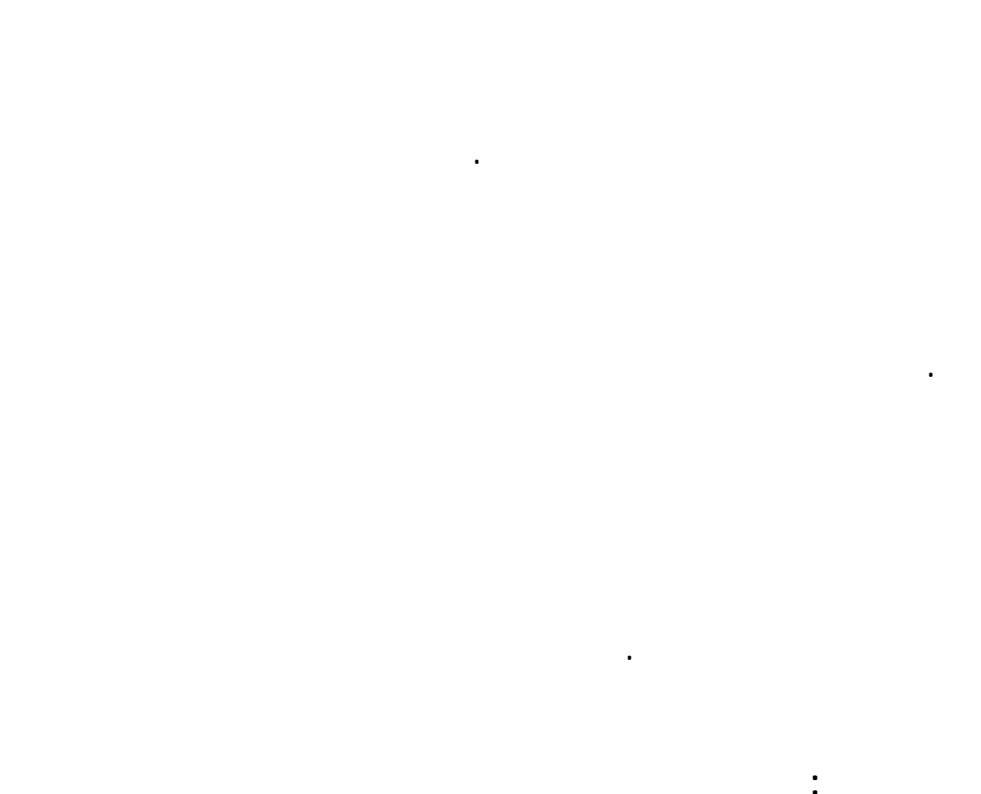
.

:

.



102 100



.

.

.

.

.

" :

238

" ...

¹ 251

579

² . 527

" :

251

: ¹

"

:

527

: ²

« Les voies ordinaires de recours sont l'appel et l'opposition, les voies extraordinaires sont la tierce opposition, le recours en révision et le pourvoi en cassation ».

:

579

« Le recours par une voie extraordinaire, et le délai ouvert pour l'exercer ne sont pas suspensifs d'exécution si la loi n'en dispose autrement ».

1.
.

.

.

338

.

⋮

⋮¹

J.Boré, la cassation en matière civile, Op.Cit, p 683.
J.Vincent S. guinchard. Procédure civile . op.cit. p 1029.
J.Couchez, procedure civile, Op.Cit, p 341.

1

2

238

1967/07/03 19 : 1

راجع :

C.Puigelier, la pratique de la cassation en matière sociale, Op.Cit, p 272 – 273.

J.Boré, la cassation en matière civile, Op.Cit, p 686 – 687.

01/1009 : 2

« Hors les matières ou le pourvoi empêche l'exécution de la décision attaquée , le premier président ou son délégué décide , à la demande du défendeur , et après avoir recueilli l'avis du procureur général et les observations des parties , le retrait du rôle d'une affaire lorsque le demandeur ne justifie pas avoir exécuté la décision frappée de pourvoi , à moins qu'il ne lui apparaisse que l'exécution serait de nature à entraîner des conséquences manifestement excessives ... »

:

238

"

:

.

1 "

.

411

.

.

:

238

4

3

2

.

.133 4 1991 48120 1988/03/13 :¹

: 1121 :²

« Le délai de pourvoi en cassation suspend l'exécution de l'arrêt qui prononce le divorce . Le pourvoi en cassation exerce dans ce délai est également suspensif . »

: 1045 :³

« Le délai de pourvoi en cassation suspend l'exécution de l'arrêt qui statue sur la nationalité , Le pourvoi en cassation exerce dans ce délai est également suspensif . »

: 1069 :⁴

« ... Le délai de pourvoi en cassation suspend l'exécution de la décision déclarative d'absence . . Le pourvoi en cassation exerce dans ce délai est également suspensif . »

238

1982/01/06

1980/11/12

:

"

1980/11/12

.

238

1980/11/12

.1983/11/28

1 " .

1989

32066

1984/04/02

: 1

.57

80 79

164

155

293 292 291

155

¹

162

163

162

200

290

80 79

293 292

: ¹

250

240

" prétend - "

.

...

.

.

:

"

.

1u.

238 162

.

:

411

.()

407

500

.

.

.

.

411 238

:

"

.

1"

.

.25 4 1992 57023 1989/12/27 : 1

233

.

.

:

:

.

:

:

:

:

:

.

.

:

.

1

.

.

. 828

/ :¹

.....

1

107

:

107

:¹
"

233

1

2

.³ 271

J-Heron , droit judiciaire prive , op-cit , p 607 ,608

" .

:

:¹

628

:²

(moyen ou cas d'ouverture)

1

« Le demandeur en cassation qui succombe dans son pourvoi peut, en cas de recours juge abusif être condamné à une amende civile dont le montant ne peut excéder 3000^e, et dans les mêmes limites , au paiement d'une indemnité envers le défendeur . »

271 :³

:"

1

2

J-Heron , droit judiciaire prive , op cit. -p607.

:⁴

¹ : راجع في هذا الموضوع:

C-Puigelier – la pratique de la cassation en matière sociale –op.cit – p163 -164 .

مما جاء فيه :

« le fait est un acte humain connaissant des effets de droit qui ont été désires , ou ,au contraire , n'ont pas été recherches .

Quant au droit , il est (notamment) caractérise par la loi qui vise un fait ,ou de faits dans lesquels un individu est place afin d'en tirer les conséquences de droit. »

. 2

(arguments nouveaux)

3 .

‘ 4

‘ (moyens de pur droit)

:

: _____

5

.

...

. ...

S-guinhard – procedure civile –op.cit-p1030.

: 2

. 829 828

: 3

:

619

: 4

« les moyens nouveaux ne sont pas recevables devant la cour de cassation.

Peuvent néanmoins être invoqués pour la première fois sauf dispositions contraires :

1-les moyens de pur droit

2-les moyens tirés de la décision attaquée. »

1077

/ : 5

.

:

"

.

1 "

:

"

180

):

(

180

2 "

:

"

140

1 "

:

287

2001

251660

2000/11/21

:¹

110

2001

206796

2000 /01/12

:²

. 61

-

1989

27617

- 1985/01/09

:¹

8

.90/02/06

04/90

2^o.

90/02/06

04/90

08

: _____

3^o,

4

. . . .

. 185 – 2001 – 187795 – 2000/04/11 : 2

A-perdriau -la pratique des arrêts civils de la cour de cassation - principes et methodes de redaction-Ed : 3
litec 1993-p260

و مما جاء فيه :

« le moyen de cassation est de pur droit lorsque son examen ne nécessite pas l'appréciation d'aucun fait qui n'ait déjà été retenu par les juges du fond.

Les seules constatations de la décision attaquée étant suffisants pour permettre à la cour de cassation de statuer.

J.Heron – droit judiciaire prive –op.cit – p608 . : 4

234

233

107

C-Puigelier – la pratique de la cassation en matière sociale –op.cit p182,183

: 1

« Un moyen de pur droit peut être soulevé, pour la première fois, devant la cour de cassation et ce qu'il soit ou non d'ordre public .

En revanche , un moyen d'ordre public ne peut être allégué dès lors qu'il supporte un examen des faits non effectué par les juges du fond . »

. 139

2002

247138

2001/04/03

: 1

.

2 " .

:

"

. 1996/07/09

21/96

73

/

3 " .

:

"

1998/01/10

1996/10/16

.189344

1999/06/8

¹ ".1999/06/08

.

:

. 143

2002

247144

2001/04/03

:²

184

2002

213831

2001/03/21

:³

2001

202444

1999/11/09

:¹

.212

97 96 "

.

.

" : 96

...

10

....

2 " 96

:

: "

.

....

1 " ...

:

01/07 "

.

.

2 " .

28 1989 37560 1985/01/09 :²

48 1989 31416 1984/01/04 :¹

_____ :

.

.

3 .

.

.

.

.

_____ :

242

1 .

_____ : 2

138 1989 40836 1986/11/22 : 3

.

:

243 : 1

.

2.

250

_____ :

_____ :²

250

245

247

247

1.

2.

.

.

_____ : _____

.

				249	:	¹
260	259	258	257	:	²	

.

.

:

1

.

.

.

:

293 292 291

.

.

291

194

.

79

. 765

/ :¹

1

156

.

293

.

200

.

.

15

.

.

293

.

293

156

1

:

79

:¹
"

"
.

:

156

: :¹
"

"
"

.

⋮

2

.

.

204 201,202,203

301

.

1

201

...

301

.

2

202

.

⋮
204 ⋮²

magistrat de la

301

1

.

conseiller

cour suprême

202 ⋮²

162

" :

" .

.

_____ : _____

1

259 252

:

252

:

" :

.

"

.

:

1

. 613

. 760

/ : ¹

/

.

. 1

2

.

".
:

85

".
.

....

.

292

. 764

/ :¹

/ :²

467

.

.

:

2

.

.

239

130

¹

.

²

.

.

:

3

":

130

¹:

".....

. 615

/ :²

252

131

248

252

. 1

252

.

253

.

.

2 .

.

.

_____ : _____

. 616

/ : 1

: 2

.

1 .

:

: _____

2 .

155 97

" ;

97

".

3 .

142

. ...

. 467 466

643

/ :¹

/

170

:²

:

:³

- C.Puigelier – La pratique de la cassation en matière sociale – Op.Cit – p 315

395 394

.

1024

.

262 261

.

:

:

.

:

.

263 262 261

261

262

.

263

.

262 261

.

.

1.
.

.

":
.

263

.

". 271

:

.

1

2

.

.

1026

1024

403

.

.

. 646

/ :¹

.

.

.

264

265

272

.

.

.

.

.

.

⋮

" :

239

" .

" : 241

241 240

"

.

.

⋮

235

"

.

2001/02/06

2000/11/30

1

:

. 1980/05/18

()

"

2000/09/18

19

40

2 "

:

"

241

3 "

:

"

411

281

233

1

.	269172	2003/03/26	:	1
.	268846	2003/01/29	:	2
.	292173	2003/04/30	:	3
.	283069	2003/02/26	:	11

-
.

_____ : _____

.

:

.

:

.

269

"
.

"
.

.

:

....."

.

.
 1 " .
 :
 " .

 2" .
 269
 :
 " .
 3" .
 269
 :
 " .
 4" .
 269

143	2002	247144	2001/04/03	.1
205	2001	235002	2000/07/11	.2
191	2001	240430	2000/07/11	.3
199	2002	219291	2001/09/11	.4

:

11/90 80 "

()

.

1" .

:

"

.1998

71

.....

2" .

:

.

" : 266

" .

" : 267

" .

. 198	2001	187218	2000/02/15	: ¹
. 284	2001	252308	2000/11/21	: ²

268

: 268

"

()

84/05/23

..... 1981/05/05

.....

1.

268

1989/12/12

22/89

.

⋮

265 264

.

273 272

.

.

⋮

.

⋮

.

264

)

(

)

(

.

..... " "

265

· : :

· : ·

·

· : :

· : ·

·

264

" (intitulé)

"

· 264

·

·

.

:

.

.

":

272

.

":

1

.

.

295

.

147

: 1

.

157

273

.

.

:

.

.

.

294

" :

294

295

.

1

1

:

49

1990

35939

1985 /12/18

1

2

194

3

.

295

.

295

194

.

—

1

.

295

:

01/ 295

"

194

:²

. 415

/ :³

. 222 1999

/

. 1255 1254

/ :¹

.

194

295

.

295

2"

.

.

:

295

02

"

".

".

1 "

.

. 24

1989

19066

1982/02/24

:²

. 60

1996

168745

1996/12/25

:¹

1980/11/15

1980 24

296

2 "

_____ :

\

294

" :

"

: 294

247

1989

31884

1982/12/25

2

" 1

1105

/ :

294 "

.

247

2 " .

:

294 "

.....

1" .

.

: 1987/10/07

245 "

.....

.....

.....

.....

.....

.....

....

.

294

1u .

2 .

.

1993

66640

1989/03/15

:¹

. 15

295 :²

(jugement de donné acte)

172

106

(le pourvoi incident ou provoqué)

241

233

:

08

28

233

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

:

:

:

.

:

.1999

:

. 2001

:

. 1970

:

. 2000

:

.1978

:

1975

:

. 1975

:

.

:

. 2004

:

.

:

1986

:

. 1999

:

. 1996

:

. 1967

:

. 1982

:

. 2002

:

.2002

：_____

：

1996/01/27

1997

.

：

1997

.

：

.1986

：

1997

.

：_____

.

. 1986

：_____

.

.

.

.

15/83

1999/11/11

10/99

1983/07/02

1989/12/12

22/89

1990/02/06

04/90

11/90

91/12/21

29/91

90/04/21

11/90

1996/07/09

21/96

90/04/21

MONIQUE BAN DRAC :

Droit et pratique de la procédure civile , Dalloz ,1997 .

- JACQUES .BORE :

La cassation en matière civile .Dalloz-Delta , 1997.

- PIERRE DE FONT REAULX :

Les pourvois devant le conseil d'état contre les décisions des autres Tribunaux administratifs. Librairie du recueil Sirey .

- GERARD COUCHEZ :

Procédure civile , 8^{ème} édition , Sirey ,1994 .

- CARRE DE MALBERG :

Contribution à la théorie générale de l'état,tome 2,Librairie du recueil Sirey,1920 .

-LEON DUGUIT :

Traite de droit constitutionnel, tome 2, La théorie générale de l'état ,2ème Edition, PARIS ,1923 .

- RAYMOND GUILIEN :

distinction des contentieux, compétence juridictionnelle et recevabilité en L'exception de recours parallèle doctrine et jurisprudence administrative, librairie du recueil Sirey, paris,1934 .

- S .GUINCHARD :

Droit et pratique de la procédure civile , œuvre collective sous la direction de S .GUINCHARD , Dalloz action – Dalloz delta ,1998 .

- J .HERON :

Droit judiciaire prive , 2^{ème} édition ,Edition Montchrestien ,Paris ,2002 .

- PHILIPPE MERLE :

-
Droit commercial , société commerciale , 6ème édition ,Dalloz , 1998 .

- A .PERDRIAU :

La pratique des arrêts civiles de la cour de cassation , principes et méthode de rédaction , Edition Litec , 1993

- C .PUIGELIER :

La pratique de la cassation en matière sociale , Edition Litec ,1996 .

- J .VINCENT et S .GUINCHARD :

Procédure civile , 25^{ème} édition ,Dalloz ,1999 .

01

02

03	.....
03	.....
04	.....
04	.....
06	.....
07	.....
07	.....
08	.....
10	.....
14	.....
14	.....
16	.....
17	.....
19	.....
21	.....
25	....
25	.....
26	.....
29	..
31	.....
32	.....

33	.....
35	.....
35	.....
36	.....
38	.....
38	.
38	.....
39	..
41	.....
42	.....
43	.....
43	.....
44	.....
46	.....
46	.....
47	.....
47	.....
48	.....
48	.....
49	.....

52	.....

54	.....
55	..
55	.....
55	.....
56	.....
57	.....
59	.....
61	.....
62	.....
63	.....
66	.....
68	.....
68	.....
70	.....
71	.....
72	.....
74	.....
77	.....
77	.....
77	.....
79	.....
82	.....
82	.....
85	.....

90	..
90	.....
91	.....
91	.....
92	.....
93	.....
93	.....
99	.....
99	.....
99	.....
101	.....
102	.....
103	.....
106	.....
108	....
108	.....
109	....
110	.
111	.....
112	.....
114	.....
115	.....
117	.....

—

117	.....
118	.....
120	.....
121	.....
123	.....
127	.....
128	.....
129	.....
130	.....
131	.....
131	.....
132	.....
133	.....
135	.....
135	.....
138	.....
140	.....
140	.....
142	.....
144	.....
145	.....
145	.....	:

147	.....	:
147	.....
149	.....
151	.....
151	.....
153	.....
154	.....
155	.....
157	.....
161	.....
168	.....